« Comment ! les journaux officieux de Berlin protestent quotidiennement qu' l'Allemagne n'aspire à aucune prépondérance, et qu'elle ne la tolérera pas chez les autres; et toujours l'opinion publique est surprise de quelque nouvelle exigence mise en avant par son gouvernement.

« Nous le répétons : la lutte contre la réaction cléricalle, contre le socialisme radical, est d'une très-belle chose, mais la liberté intérieure de chaque pays est aussi une très-belle chose; et surtout la liberté d'action internationale.

« L'Europe n'est pas l'Allemagne et les intérêts du gouvernement de Berlin ne sont pas précisément ceux de tous les gouvernements européens.

« Le prince de Bismarck peut vouloir et obtenir jusqu'à une certaine limite; mais qu'il se rappelle que tous les despotismes étendus à l'extérieur et basés sur la seule force du moment, se briseront contre une coalition de toutes les puissances menacées. Ainsi sont tombés Louis XIV et Napoléon I. »

Ainsi, M. de Bismarck est bien averti, ces empiétements ne rencontrent pas l'approbation de tous. Il est vrai que les Gouvernements n'osent pas encore se rebeller contre l'ingérence de la Prusse dans leurs affaires intérieures; mais l'opinion publique sent l'affront qu'on lui jette à la figure et cette opinion publique pourrait bien, dans un avenir assez rapproché, forcer les Gouvernements à briser les chaînes dont la Prusse veut les charger.

— Pendant que la désunion menace de se mettre dans le camp des larrons et des persécuteurs du nom catholique, certains indices non équivoques nous font croire à une union prochaine entre les puissances catholiques de l'Europe. La France et l'Autriche semblent reconnaître qu'il leur serait avantageux de se rapprocher pour le plus grand bien de leurs intérêts matériels et religieux.

« On paraît se préoccuper un peu, dit un journal parisien, depuis quelque temps, à Vienne, des relations actuelles de la France et de l'Autriche. La correspondance générale autrichienne fait remarquer à ce sujet que, d'après les renseignements dignes de foi, le Gouvernement français chercherait en ce moment à rendre ces relations plus intimes.

« Aucun homme d'Etat, aucun politique sérieux, dit-elle, ne saurait se dissimuler l'influence décisive qu'une entente cordiale entre les deux puissances devrait nécessairement exercer sur le maintien de la paix européenne, et cette entente le cabinet de Vienne est disposé à y contribuer de tous ses efforts. »

La France n'a plus sa force d'autrefois, les désastres qu'elle a éprouvés dans sa dernière guerre avec la Prusse l'ont considérablement affaiblie. Dans cette situation, la force matérielle de la France est bien peu de chose; mais il y a une influence plus puissante que celle qui s'impose par le canon et les gros bataillons, c'est l'influence morale, et la France, tout en restant sur le terrain d'une sage prudence, et en évitant de froisser les susceptibilités nationales des autres contrées, pourrait avantageusement exercer cette influence si elle avait le bon esprit de revenir à ses anciennes traditions de fille aînée de l'Eglise.

C'est à ce point de vue surtout que nous serions heureux d'une alliance entre la France et l'Autriche, alliance dont l'Eglise serait la première à bénéficier. Sans doute que Dieu peut se passer de cette alliance et que, sans le secours d'aucune influence humaine, il fera triompher son Eglise quand le temps en sera arrivé; mais les desseins providentiels sont impénétrables et, qui sait, la France et l'Autriche sont peut-être les instruments de réparation dont Dieu désine se servir. Dans tous les cas, l'alliance de ces deux pays catholiques,

ferait ouvrir les yeux aux gouvernements persécuteurs et les rendrait plus circonspects.

— Pendant qu'on s'occupe d'une alliance probable entre la France et l'Autriche, les armées royalistes obtiennent d'immenses succès en Espagne. Don Carlos à la tête de ses fidèles troupes catholiques, se voit de jour en jour plus près du succès final; encore un pas, encore une victoire, et l'Espagne lui sera assuée.

Où, le temps est proche où la catholique Espagne pourra enfin se débarrasser de la poignée de libres-penseurs et de socialistes ineptes qui la gouvernent ou plutôt qui la pillent et la ruinent depuis si longtemps. Le peuple espagnol, et par le peuple espagnol nous entendons cette nombreuse population restée fidèle à l'Eglise et à la royauté, le peuple espagnol soupire ardemment après la paix et avec une bravoure et une persévérance admirables il va se la procurer bientôt en se débarrassant, par la force des armes des agitateurs dont le joug lui est si odieux.

Nous considérons comme providentiels les succès inévitables que remporte Don Carlos sur les révolutionnaires de l'Espagne. Sans argent et sans armées, il a été présenté à son peuple et lui a dit: Je vous apporte la paix; mais cette paix il vous faut l'acheter chèrement au prix de votre sang et de votre fortune. Alors cette nation courageuse s'est rangée en masse sous les drapeaux de son roi légitime aux cris de Vive l'Eglise et la Royauté. Pendant quelque temps, Don Carlos a eu plus de soldats que d'armes, mais ses succès lui ont procuré les armes et les munitions qui lui manquaient et aujourd'hui il possède des armées nombreuses complètement équipées, parfaitement aguerries dont chaque pas est marqué par une victoire.

Du train que vont les choses, l'année actuelle verra sans doute le triomphe final des armées royales en Espagne. Alors la Religion persécutée et honnie aura dans Don Carlos et ses fidèles troupes un allié naturel et dévoué dont l'influence morale et matérielle, ajoutée à celle de la France et de l'Autriche, réduira à néant les desseins pervers de la Prusse, de l'Italie et de la Suisse réunies.

— La Belgique tient toujours bon contre les attaques de la libre-pensée. Pauvre petite Belgique, entourée de toutes parts par de puissants voisins protestants, libres-penseurs ou libéraux catholiques, elle soutient courageusement et avec succès le combat que lui livrent ses ennemis intérieurs et extérieurs et se montre de plus en plus fermement attachée au Siège de Pierre.

Les apôtres de la pensée qui se sont implantés en Belgique, fidèles à leurs tendances impies et aussi désireux de s'attirer les bonnes grâces de Bismarck et consorts, ne négligent cependant aucune occasion de s'attaquer aux libertés de l'Eglise catholique.

Dernièrement encore ils introduisaient dans les Chambres belges une demande tendant à forcer les municipalités à violer le droit des catholiques en exigeant que la sépulture des libres-penseurs, des excommuniés et des catholiques fidèles eût lieu dans un cimetière commun. Comme on le voit c'est la répétition de ce qui eut lieu à Montréal à l'égard de Guibord; le membre d'une association frappée d'excommunication.

Les lois de l'Eglise à ce sujet sont les mêmes partout: Le catholique seul a le droit d'être enterré dans un cimetière catholique. Cela ne fait pas l'affaire des libres-penseurs; ils trouvent bon de vivre en ennemis de l'Eglise, mais ils n'aiment pas à être enterrés comme des chiens. Aussi les libéraux belges ont-ils voulu enlever aux catholiques la jouissance exclusive de leurs cimetières, et ils ont